

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

JOURNAL OFFICIEL

DES

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

Paraissant tous les Jueuis à 3 heures du soir.

Matahiti 53.
N° 18.

Te Dea a te Hau no te mau Gaapao raa farani i Oteania

Mahana maha
5 me 1904.

PRIX DE L'ABONNEMENT (payable d'avance):

Intérieur—Un an.... 18 fr.	Extérieur—Un an.... 20
Id. Six mois... 10 »	Id. Six mois... 11 »
Id. Trois mois... 6 »	Id. Trois mois... 6 50

Un numéro: 50 centimes.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

PRIX DES ANNONCES (au comptant):

Les 20 premières lignes.....	50 c. la ligne
Au-dessus de 20 lignes.....	25 d.

Les annonces renouvelées se paient la moitié du prix de la première insertion.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

Arrêté promulguant dans les Etablissements français de l'Océanie le décret du 21 janvier 1904 réglementant la vente des boissons alcooliques à Tahiti et Moorea (*texte tahitien y annexé*).

Arrêté portant promulgation du décret du 21 janvier 1904 réglementant la pêche des huîtres nacrées dans les Etablissements français de l'Océanie (*texte tahitien y annexé*).

Arrêté désignant les agents chargés de la surveillance de la pêche des nacrées (*texte tahitien y annexé*).

Arrêté suspendant annuellement la pêche des nacrées du 1^{er} octobre au 1^{er} février suivant (*texte tahitien y annexé*).

Arrêté modifiant l'art. 2 de l'arrêté du 23 mars 1904 supprimant les « lots de ville » aux Iles-Sous-le-Vent (*texte tahitien y annexé*).

Arrêté déterminant le mode des concessions de terre aux Iles-sous-le-Vent.

Arrêté prescrivant aux conducteurs de voitures de se ranger à la droite de la route à la rencontre de tout véhicule (*texte tahitien y annexé*).

Arrêté modifiant le libellé de la 2^e classe des patentes fixes du commerce, Nominations, Mutations Mouvements.

PARTIE NON OFFICIELLE

Élections municipales. — Résultat du scrutin du 1^{er} mai 1904.

Chambre d'Agriculture. — Avis.

Instruction publique. — Avis.

Caisse agricole. — Achats de produits.

— Avis.

PARTIE OFFICIELLE

Gouvernement des Etablissements français DE L'Océanie

ARRÊTÉ promulguant dans les Etablissements Français de l'Océanie le décret du 21 janvier 1904 réglementant la vente des boissons alcooliques à Tahiti et Moorea.

(Du 27 avril 1904.)

LE GOUVERNEUR p.i. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS
DE L'Océanie,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie;

Vu les instructions ministérielles du 22 janvier 1904;
Sur la proposition du Chef du Service Judiciaire;
Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE:

Art. 1^{er}. Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret du 21 janvier 1904 réglementant la vente des boissons alcooliques à Tahiti et Moorea.

Art. 2. Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 avril 1904.

HENRI COR.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service Judiciaire,
E. CHARLIER.

RAPPORT au Président de la République Française.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, — Depuis plusieurs années, mon Administration se préoccupe de combattre les ravages exercés par l'alcoolisme dans la population indigène des Etablissements français de l'Océanie. A cet effet, sont intervenus en 1895, 1896, 1900 des décrets qui ont réglementé la vente des boissons alcooliques dans les divers archipels de notre colonie; mais aucune mesure n'a été prise jusqu'à présent en ce qui concerne les deux îles principales, Tahiti et Moorea.

Il paraissait difficile, en effet, d'y édicter des prohibitions radicales qui eussent affecté les colons européens peu préparés à se soumettre à un régime aussi sévère.

Cependant en présence des excellents résultats obtenus par les dispositions restrictives appliquées dans les dépendances de notre possession, le Conseil général et l'Administration locale ont, à plusieurs reprises, insisté sur l'utilité qu'il y aurait à généraliser ces mesures, et à n'en excepter que le Chef-lieu de la Colonie, Papeete, où est concentrée toute la population européenne.

J'ai en conséquence fait préparer, par application de l'article 18 du Sénatus-Consulte du 3 mai 1854, un projet de décret qui, tout en modifiant dans la forme les propositions des autorités locales, tient très largement compte de leurs desiderata.

En principe, la vente des boissons alcooliques se trouvera interdite à Tahiti et Moorea. A Papeete, elle reste permise, mais sous les restrictions suivantes: les débitants, cafetiers restaura-

teurs, etc... devront être munis d'une autorisation spéciale, toujours révocable par mesure de police; les négociants en gros ne pourront livrer les spiritueux de fabrication locale que par quantité d'au moins douze bouteilles. Ces dispositions ne constituent pas d'ailleurs une nouveauté. Elles sont déjà appliquées et le projet de décret ne fait que reprendre des textes antérieurs pour les coordonner et les confirmer.

Dans les districts, habités presque exclusivement par les indigènes, la vente des boissons d'alimentation dites hygiéniques est seule tolérée.

Telles sont les vues dont s'inspire le projet de décret ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre sanction.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des Colonies,
GASTON DOUMERGUE.

DÉCRET réglementant la vente des boissons alcooliques à Tahiti et Moorea.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des Colonies;

Vu l'article 18 du Sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 30 août 1873, rendant applicable aux colonies le décret loi du 29 décembre 1851, sur les cafés, cabarets et débits de boissons, et promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie par l'arrêté local du 31 décembre 1873;

Vu le décret du 6 mars 1877, portant que les dispositions du Code pénal métropolitain sont rendues applicables dans diverses colonies, et notamment dans les Etablissements français de l'Océanie;

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement des Etablissements français de l'Océanie;

Vu l'arrêté local du 7 décembre 1901, soumettant les restaurants, à Tahiti et Moorea, à l'autorisation administrative; ensemble le décret du 6 août 1902 approuvant le dit arrêté,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. La vente des boissons alcooliques est interdite à Tahiti et Moorea, sauf les exceptions ci-après.

Art. 2. A Papeete, la vente en gros est permise aux négociants patentés. Le gros comporte au moins une bouteille pour les boissons d'importation autres que les rhums, et au moins douze bouteilles pour les rhums et les liquides alcooliques de fabrication locale.

Art. 3. Dans la même ville, la vente des boissons alcooliques à consommer sur place est permise aux personnes munies d'une autorisation spéciale accordée par arrêté du Gouverneur pris en Conseil privé.

Cette autorisation est essentiellement personnelle et révocable.

Art. 4. Dans les districts, la vente des boissons d'alimentation, vin, cidre ou bière, est permise aux négociants patentés, sous la réserve que les boissons ne seront pas consommées sur place et que les livraisons seront faites par quantité d'au moins une bouteille.

Art. 5. Les infractions aux dispositions du présent décret sont constatées par les agents de la force publique et les agents des contributions. Leurs procès-verbaux font foi jusqu'à inscription de faux.

Art. 6. Les délinquants seront punis d'une amende de 25 à 500 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à six mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Si le délit a été commis dans un café, cabaret, débit de boissons ou restaurant, la fermeture de l'établissement sera ordonnée de plein droit.

Dans le cas de récidive, l'emprisonnement sera toujours prononcé.

L'article 463 du Code pénal pourra toujours être appliqué.

Art. 7. Toutes dispositions contraires à celle du présent décret sont abrogées.

Art. 8. Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 janvier 1904.

EMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,
GASTON DOUMERGUE.

FAAUE RAA MANA o tei faataa i te mau vahi e au ia haapao hia no te hoo raa i te mau huru ava 'toa i Tahiti e Moorea.

TE PERETITENI O TE REPUPIRITA FARANI,

I nia i te parau a te Faaterehau rahi o te mau fenua aihuarau; I te hioraa i te irava 18 o te Senatus consulte no te 3 no me 1854;

I te hio raa i te faaue raa mana no te 30 no atete 1873 o tei faatia i roto i te mau fenua aihua raau, i te faaue raa mana-ture no te 29 no titema 1851 no te mau huru fare tamaa raa e te mau fare hooraa ava'toa, e o tei haamana hia i roto i te mau Fenua farani i Oteania e te faaue raa o te fenua nei no te 31 no titema 1873;

I te hio raa i te faaue raa mana no te 6 no mati 1877 o tei faataa i te parau e e ua faatu hia te mau ture Penale no Farani i roto i te vetahi mau fenua aihuarau e o tei hau roa'tu i roto i te mau Fenua farani i Oteania;

I te hio raa i te faaue raa mana no te 28 no titema 1885 no nia i te faatere raa i te Hau i roto i te mau Fenua farani i Oteania;

I te hio raa i te faaue raa o te fenua nei no te 7 no titema 1901 o tei tuu i te mau fare tamaaraa i Tahiti e Moorea i roto i te rima o te Hau na'na e faatia mai;

Oia'toa hoi te faaue raa mana no te 6 no atete 1902 o tei haamana i taua faaue raa ra,

TE FAAUE NEI :

IRAVA 1. Te opani hia nei te hooraa i te mau huru ava'toa i Tahiti e Moorea maori ra te hoe mau vahi i tapea hia i muri nei.

IRAVA 2. I Papeete e tia noa i te mau hoo taoa e patana ta ratou ia hoo faarahi noa. Eiaha ia iti i te hoe mohina i roto i ta ratou hooraa no te mau huru ava'toa e faa'o hia mai i nia i te fenua nei eiaha ra te ava to, e eiaha'toa hoi ia iti i te hoe ahuru ma piti o te mohina no te mau ava to e te mau huru ava'toa e hamani hia i te fenua nei.

IRAVA 3. I roto i taua oire ra e tia noa'toa i te mau taata e parau faatia ta ratou e horoa hia mai e te Tavana rahi, na roto i te hoe faaue raa rave hia i roto i te Apoo raa a te Hau, ia hoo atu na te taata e hinaaro i te inu i reira ra i te mau huru ava'toa.

Teie nei parau faatia e faufaa ia na te taata iho i horoa hia'tu na'na ra e e tia noa'toa hoi ia iriti hia mai.

IRAVA 4. I roto i te mau mataeinaa e tia noa'toa i te mau hoo taoa e patana ta ratou i te hoo atu na te taata i te mau huru ava e au no te tamaa raa, mai te uaina, te ava apara e te pia, eiaha ra taua mau ava ra ia inu hia i reira ra e eiaha'toa ia iti mai i te mohina hoe te rahi raa o taua mau ava ra i roto i te mau hoo raa'toa.

IRAVA 5. Na te mau mutoi e na te mau taata toroa o te Piha titau raa moni e hio i te mau vahi atoa e faahapa hia no teie nei faaue raa mana. E faariro hia ta ratou ra mau parau faahapa raa ei parau mau mai te mea e aita e ravea haavare i itea hia.

IRAVA 6. Te feia e faahapa i teie nei faaue raa mana e faautua hia ia i te utua moni mai te 25 e tae noa tu i te 500 farane e i te utua tapea mai te 6 mahana e tae noa tu i te ono avae, e aore ra te hoe noa iho o teie nei tau utua.

Mai te mea e ua rave hia te hara i roto i te hoe fare hoo raa ava e aore ra i roto i te hoe fare tamaa raa ei reira ra ia te fare e opani hia i mai te imi ore hia te parau.

Mai te mea e ia piti te hara raa e aore ra ia hau noa tu á, o te utua tapea ia te tuu hia mai.

E tia noa ia faaú hia i nia i te feia hara te irava e 463 no te Pue raa ture Penale.

IRAVA 7. Te mau parau atoa aore i au mai i tei faataa hia i roto i teie nei faaue raa mana, ua faaore hia ia.

IRAVA 8. Ua haapao hia te Faatere hau rahi no te mau Fenua aihuarau ei haamana i teie nei faaue raa mana.

Rave hia i Paris, te 21 no tenuare 1904.

EMILE LOUBET.

Na te Peretiteni o te Répupirita :

Te Faatere hau no te mau fenua aihuarau,

GASTON DOUMERGUE.

ARRÊTÉ portant promulgation du décret du 21 janvier 1904 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières dans les Etablissements français de l'Océanie.

(Du 27 avril 1904.)

LE GOUVERNEUR *p. i.* DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu l'article 59 du décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu le décret du 21 janvier 1904 réglementant la pêche des nacres dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Sur le rapport du Chef du Service Judiciaire et du Chef des Services administratifs ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, et y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret du 21 janvier 1904 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières dans la colonie.

Art. 2. Le Chef du Service Judiciaire et le Chef des Services Administratifs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera, et publié au *Journal officiel* de la colonie.

Papeete, le 27 avril 1904.

HENRI COR.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service Judiciaire,
E. CHARLIER.

Le Chef des Services Administratifs,
Ed. ANDRÉ.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des Colonies ;

Vu l'article 18 du Sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu les décrets des 31 mai 1890 et 2 avril 1891,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Le présent décret a pour objet de déterminer les conditions auxquelles est soumise la pêche des huîtres nacrées et perlières dans les Etablissements français de l'Océanie.

Art. 2. La pêche de ces coquilles est interdite aux étrangers dans toute l'étendue de la mer territoriale, sous la réserve des droits qui pourraient résulter en leur faveur de traités internationaux.

Art. 3. En principe, cette pêche est libre pour les citoyens et les sujets français, à charge pour eux de se conformer aux dispositions du présent décret et des arrêtés locaux pris en conformité de ses termes.

Par exception, et par suite des engagements pris vis-à-vis des habitants des îles Gambier, au moment de leur annexion, la pêche des huîtres dans les lagons de cet archipel, est exclusivement réservée aux habitants de ce groupe, jouissant de la qualité de français, soit originaires du pays, soit y ayant leur domicile légal depuis plus d'une année, soit y étant propriétaires fonciers avec domicile légal.

Art. 4. Les lagons, dans les îles habitées, sont, par arrêtés du Gouverneur en Conseil privé, divisés en tiers, successivement ouvertes d'année en année à la plonge.

Une île inhabitée, proche d'une île habitée, peut être rattachée à celle-ci au point de vue de la plonge et l'exploitation des deux combinés comme ci-dessus.

Par arrêté annuel pris en Conseil privé, le Gouverneur indique les lagons d'îles inhabitées autres que les précédentes qui seront ouverts en totalité ou en partie.

Art. 5. La plonge a lieu soit à nu soit à l'aide de scaphandres.

Les districts peuvent se constituer en syndicats pour posséder et exploiter une ou plusieurs machines.

Art. 6. Dans l'intérêt de la conservation des fonds, le Gouverneur peut, dans tous les archipels ou dans un lagon ou fraction de lagon, limiter, par arrêté en Conseil privé, le nombre soit des plongeurs à nu soit des scaphandres.

Le mode de répartition des autorisations sera fixé par arrêté local, en accordant un droit de préférence : 1^o aux habitants domiciliés dans chaque île et vivant de la plonge ; 2^o aux pères de famille domiciliés dans ces mêmes îles.

Le Gouverneur peut, s'il y a lieu, par arrêté en Conseil privé, suspendre la plonge ou prohiber tel ou tel engin, notamment le scaphandre.

Art. 7. Par arrêté annuel ou éventuel rendu en Conseil privé, le Gouverneur détermine :

1^o la durée de la plonge, soit à nu, soit au scaphandre, dans tous les lagons, de manière à assurer la conservation des fonds ;

2^o le mode d'emploi des engins et machines de pêche ;

3^o les limites de dimension ou de poids que devront atteindre les nacres pour être pêchées suivant leur provenance ;

4^o les mesures de surveillance des lagons ou parts de lagons non ouverts et le contrôle, s'il y a lieu, des produits de la pêche en cours de transport ;

5^o d'une manière générale, toutes les dispositions qui pourraient être nécessaires pour assurer, en tenant un compte équitable des divers intérêts en présence, une exploitation prudente des richesses nacrées.

Art. 8. L'achat des coquilles aux plongeurs devra se faire en numéraire. Il ne peut être ouvert aux plongeurs, par les acheteurs du produit de la pêche des nacres, de crédit s'élevant à plus de 200 francs.

Les plongeurs, individus ou syndicats de district, opérant pour leur propre compte, peuvent demander le concours de l'Administration pour faire vendre aux enchères les produits, nacres ou perles, de leur récolte.

Art. 9. Seuls les lagons d'îles inhabitées d'une manière permanente, peuvent faire l'objet dans leur entier, d'une concession à des particuliers. Ce privilège doit avoir pour résultat final l'amélioration des fonds nacriers et l'établissement d'une population fixe.

Dans les lagons inexploités par les riverains, la moitié de la superficie au maximum pourra être concédée, et cela en plusieurs secteurs séparés. Les fonds nacriers doivent être restitués, à terme échu, en meilleur état qu'au début.

Ces concessions sont accordées par arrêtés du Ministre des Colonies, rendus sur la proposition du Gouverneur en Conseil privé.

Art. 10. Des concessions de parcelles de lagons de 5 hectares de superficie au maximum, d'un seul tenant, peuvent être faites par arrêtés du Gouverneur en Conseil privé, pour la création des parcs à huîtres.

Art. 11. Un arrêté du Gouverneur en Conseil privé fixera, en tenant compte des articles 9 et 10 ci-dessus et des faits scientifiques établis par le laboratoire de recherches zoologiques de la colonie, la réglementation générale du régime des concessions. Cet arrêté ne sera exécutoire qu'après approbation du Ministre des Colonies.

Art. 12. Sera puni des peines édictées par l'article 19 § 1^{er} :

1^o Quiconque aura pêché des nacres dans les lagons, parties de lagons et bancs nacriers en dehors des périodes d'ouverture régulière de la pêche ; quiconque aura chargé des nacres dans ces mêmes lagons ou parties de lagons ou dans les îles riveraines ;

2^o Quiconque se sera servi pour la pêche d'engins prohibés ou aura fait emploi, en dehors des conditions réglementaires, d'engins autorisés, notamment en ce qui concerne le scaphandre ; quiconque se sera trouvé détenteur d'un de ces appareils non estampillé par l'administration ou dont les scellés, obligatoirement apposés, auraient été brisés ; quiconque se servira du scaphandre en dehors des périodes pendant lesquelles son emploi serait autorisé ;

3^o Quiconque aura pêché, acheté, vendu, ou, le cas échéant, transporté des nacres n'ayant pas atteint les dimensions marchandes, dans une proportion supérieure à celle fixée par l'Administration locale.

Art. 13. Sera puni des peines édictées par l'article 19 § 2 :

1^o Quiconque, dans l'intérieur des lagons exploitables ouverts ou non, se sera livré à la pêche du poisson au moyen de substances vénéneuses, enivrantes ou explosibles ;

2^o Quiconque aura formé sans autorisation un établissement d'ostréiculture de quelque nature qu'il soit ; la destruction de l'établissement sera, en outre, s'il y a lieu, exécutée aux frais du contrevenant.

Art. 14. Sera puni des peines édictées par l'article 19 § 3 :

Quiconque aura contrevenu à tous arrêtés locaux en leurs dispositions autres que celles prévues par le présent décret, touchant la pêche des nacres.

Art. 15. Les infractions au présent décret seront recherchées et constatées par tous les agents assermentés à quel titre que ce soit, par tous les officiers de police judiciaire, y compris les Présidents de Conseils de district, qui sont spécialement chargés de la surveillance de la plonge.

Art. 16. Les procès-verbaux feront foi jusqu'à inscription de faux.

A défaut de procès-verbaux ou en cas d'insuffisance de ces actes, les infractions pourront être prouvées par témoins.

Art. 17. Les poursuites auront lieu à la diligence du Ministère

public ou de la partie lésée. Elles pourront aussi être intentées à la diligence du Commissaire de l'Inscription maritime, du fonctionnaire en exerçant les attributions ou de leurs représentants. Ceux-ci, dans ce dernier cas, auront le droit d'exposer l'affaire et d'être entendus par le Tribunal.

Art. 18. Toutes poursuites en raison des infractions au présent décret seront portées, suivant le cas, devant le Tribunal correctionnel de Papeete ou devant les justices de paix à compétence étendue.

Art. 19. Les infractions aux dispositions du présent décret seront punies des peines suivantes :

§ 1^{er}. Infractions à l'article 12 :

Amende de 1,000 fr. à 5,000 fr. et emprisonnement de un à six mois ; avec confiscation du navire et de sa cargaison, des embarcations et de tout engin de pêche.

§ 2. Infractions à l'article 13 :

Amende de 50 à 1,000 fr. et emprisonnement de cinq à trente jours. La confiscation des pintadines sera prononcée.

§ 3. Infractions à l'article 14 :

Peines de simple police.

Art. 20. En cas de récidive, le contrevenant pourra être condamné au maximum de la peine. Ce maximum pourra être élevé jusqu'au double en cas de nouvelle récidive.

Art. 21. En cas de récidive, le bénéfice de l'article 463 du Code Pénal ne sera pas applicable aux sanctions prévues par le présent décret.

Art. 22. Seront responsables des amendes prononcées pour infractions aux dispositions du présent décret, les armateurs de bateaux, qu'ils en soient ou non propriétaires, à raison des faits délictueux, commis par les plongeurs et les capitaines ou patrons de ces bateaux.

Art. 23. Les agents du service de l'Enregistrement sont chargés de procéder, en présence du Commissaire de l'Inscription maritime ou de son délégué, à la vente des objets confisqués, ainsi que de recouvrer les amendes et autres condamnations prononcées en exécution du présent décret.

Art. 24. Le produit de la vente et des amendes appartiendra au budget local, sous déduction de la part attribuée aux auteurs des procès-verbaux.

Art. 25. Le quart des amendes et confiscations appartiendra, indépendamment de la rétribution qui leur est allouée pour la rédaction de l'acte, aux agents qui auront constaté la contravention.

Art. 26. Sont abrogés les décrets des 31 mai 1890 et 2 avril 1891 ainsi que tous les arrêtés locaux relatifs à la pêche, à l'élevage au transport et à la vente des huîtres à nacre dans celles de leurs dispositions contraires aux termes du présent décret.

Art. 27. Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 janvier 1904.

EMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,

GASTON DOUMERGUE.

FAAUE RAA MANA *tei faataa i te mau vahi e au ia haupao hia i te hopu rau parau i te Fenua nei.*

TE PERETITENI NO TE REPUPIRITA FARANI,

No te hio raa i te parau faaite a te Faterehau rahi i te mau fenua aihuaraau ;

I te hio raa i te irava 18 no te *sénatus-consulte* no te 3 me 1854 ;

I te hio raa i na faaue raa mana no te 31 me 1890 e to te 2 eperera 1891,

TE FAAUE NEI:

Irava 1. Te tumu o teie nei faaue raa, maori ra ia e o te fāata papu raa i te mau vahi e haapao hia i te hopu raa pārau i te mau fenua farani i Oteania.

Irava 2. Ua opani roa hia te mau taata no te fenua ēē, eiaha ratou e hopu i te pārau i roto i te moana e faaati i te mau motu, mai te tapea rā hoi i te mau tia raa tei faataa e hia na e te parau fafau i rotou e te mau Hau hoi, mai te mea e te vai ra tereira.

Irava 3. Te vai tiama noa nei ra hoi te hopu raa pārau na te mau taata farani, ia haapao maitai ra hoi ratou i te mau vahi i faaite hia i teie faaue raa mana e i tei faaite atoa hia mai e te faaue raa a te Hau i te fenua nei o tei rave-hia, mai te au i teie faaue raa mana. Teie ra hoi, e no te mea hoi e parau tei faaau hia e to Maareva a faairo hia i ratou ei Farani, no reira, ua vaiho hia te hopu raa pārau i te reira taha fenua na to reira iho e hopu, oia hoi te feia i mau i te mau tia raa taata farani, mai te mea e no reira te fanau raa e aore ra no te mea ua hau te matahiti hoe i te parahi raa i reira, e aore 'tu ā hoi, mai te mea e fenua ta tereira taata i reira.

Irava 4. I te mau motu parahi hia e te taata, na te Tavara rahi ia, na roto i te hoe faaue raa e faataa haere, na roto i te tuhaa hoe no roto i te toru, i te mau matahiti no te hopu raa pārau.

E tia hoi ia ta hoe hia (no te ohipa hopu raa) te hoe fenua taata ore i te hoe fenua taata e fatata roa 'tu i te fenua taata ore, mai te pee ā hoi i te haapao raa i faaite hia i nia nei.

Na te Tavara Rahi, na roto i te hoe faaue raa i te mau matahiti atoa e faaite i te mau roto no te motu taata ore ēē atu e o te faatia hia te hopu raa i te tahi paeau roto e aore ra i te roto taa'toa.

Irava 5. E piti huru hopu raa: te mea ta opupu e te mea hopu noa.

E tia i to te mau mataeinaa ia faaau i te parau (mai te taiete te huru) no te rave raa i te ohipa hopu raa pārau, i te opupu hoe e aore ra e fanu.

Irava 6. Ei maitai raa no te taere o te roto, e tia noa i te Tavara Rahi, no te mau taha fenua e aore ra no te hoe roto e aore ra no te hoe vae-haa roto ē faataa, na roto i te hoe faaue raa, i te rahi raa o te taata e aore ra i te opupu e hopu. Na te hoe faaue raa a te Hau i te fenua nei e faaaito i te mau parau faatia mai teie te haere raa: 1° Na te mau taata e faaea i taua mau motu ra e o te noaa mai ta ratou maa i te ohipa hopu parau; 2° Na te mau metua tane (feia tamarii rahi) e faaea i taua mau motu ra.

E tia noa i te Tavara rahi ia opani rii noa i te hopu raa pārau e aore ra i te huru taihaa no te hopu raa e o tai hau atu hoi i tereira o te opupu ia.

Irava 7. Ei te mau matahiti atoa e faataa te Tavara rahi i teie i muri nei:

1° Te maoro raa o te hopu raa, te mea ta opupu e aore ra te hopu noa, i te mau roto atoa, ia vai maitai noa te taere o te mau roto (oia hoi te vairaa pārau).

2° No te huru o te hopu raa ta opupu e aore ra i te tahi ē atu huru ravea;

3° Te rahi raa, te huru e te teiaha o te mau pārau te tia ia hopu hia, mai te haapao ā hoi i te vahi no reira mai;

4° Te mau ravea no te tia i te ara raa i te mau roto e aore ra i te mau tuhaa roto tei ore i faatia hia te hopu raa e oia'toa, mai te mea e te au ra, i te hiopoa raa i te pārau a uta hia'i, mai te tahi vahi e te tahi ē atu vahi;

5° Oia hoi i te imi raa i te mau ravea e au ia ore ia ore ia maua noa te mau faufaa pārau no te moana, a rave maitai ai hoi, mai te faaherehere, i te mau tia raa a te tahi e te tahi pae.

Irava 8. Te hoo raa mai i te parau, mai roto mai i te rima o te feia hopu ra na roto ia i te tino moni mau e tia'i. E ore roa e tia ia faahau hia ae, na farane e 200, i te mau taoa e hoo hia 'tu e te hoo taoa i te feia hopu parau ra.

E tia i te feia hopu e aore ra i te mau amui raa (*syndicats*) mataeinaa, o tei rave i te ohipa hopu raa ei faufaa na ratou iho, i te ani i te Hau i te tauturu atu ia ratou no te hoo raa, na roto i te hoo pae raa, i te parau e aore ra i te poe i noaa i ta ratou hopu raa.

Irava 9. O te mau roto anae ra, no te mau motu taata ore, te tia ia horoa rii noa hia i te feia e hinaaro na roto i te ta matahiti. O te reira ra huru tuu raa, ia mono hia ia na roto i te haamaitai raa i te taere roto e ia parahi tamau hia e te taata i nia i te motu o te reira roto.

I te mau roto te ore e hopu hia e te mau taata no te reira motu te tia ia tuu hia (no te faaapu raa parau) te hoe afa te rahi ia e na roto hoi i te faatuhaa hia, ia hope te tau i faaau hia ra, ia faa-hoi hia ia i te hau, mai te huru hau ae te maitai o te taere (oia hoi te vai raa parau i raro i te moana).

Na te Faaterehau rahi no te mau fenua aihuarau e horoa (*concession*) i te reira horoa raa ta matahiti, no nia i te ani raa a te Tavara rahi.

Irava 10. E tia ia horoa tuu noa (*concession*) hia te tahi mau vae-haa no te roto tai pae hetetare, te rahi ia, no te faaapu raa pārau. Na te Tavara rahi ia e tuu i te reira, na roto i te hoe faaue raa, te rave hia ma te au i te faatia raa a te Apooraa a te Hau.

Irava 11. Na te hoe faaue raa a te Tavara rahi e faataa i te mau vahi e au no te haapao raa i te reira mau horoa raa roto, mai te haapao a hoi i tei faaite hia i na irava 9 e te 10 e ia hope hoi te mau imi raa a te *Laboratoire* ohipa *zoologiques*. Na te Faaterehau no te mau fenua aihuarau e haamana i te faaue raa a te Tavara rahi.

Irava 12. E faa hia te mau utua i faaite hia e te irava 19 § 1^{er}:

1° Te tataa ihopu i te pārau i roto i te roto, vae-haa roto e aore ra i te tahi atu ā vahi pārau i te tau aore taua mau vahi ra i faaavari hia e te Hau te hopu raa.

Oia'toa te taata i rave e e faauta i te pārau no roto i taua mau roto ra, e aore ra vae-haa roto e aore ra no te mau motu fatata.

2° Oia'toa te taata i hopu i te pārau ma te mau haa opani hia e aore ra o te rave, i te tau opani hia ra, i te mau haa faatia hia, mai te opupu ra, te taata hoi tei roo hia ma te mau i te hoe opupu titiro ore hia e te Hau, e aore ra o tei vavahi i te mau titiro tei tapiri hia e te hau, e aore ra o tei hopu ta opupu i roto i te tau opani hia i te hopu raa ta opupu;

3° Oia'toa te taata i hopu, tei hoo mai, tei hoo atu e aore ra, tei faauta i te huru parau tei ore ā i naea hia te huru faito e au ai ei parau maitai, e o tei hau ae te rahi raa taa'toa i tei faaite hia mai e te Hau o te fenua nei.

Irava 13. E faa hia te utua i faaite hia e te irava 19 § 2:

1° I te taata te haere e taia i te ia, ma te hora (faataero) te faaaniania e aore ra ma te paura pupuhi ia i roto i te mau roto avari hia ra e aore ra o tei opani hia te hopu raa parau.

2° Te taata o tei faatupu i te ohipa faaapu raa pārau, mai te faatia ore hia e te Hau e e mai te mea e te au ra ia na reira hia, e vavahi hia ia te reira faatupu ra pārau, e na tei faahapa e aufau i te taime no taua ohipa vavahi raa ra.

Irava 14. E faa hia te utua i faaite hia e te irava 19 § 3:

Te taata e faahapa i te mau huru faaue raa no te fenua net o tei ore i faaore hia e teie faaue raa mana no nia i te hopu raa pārau.

Irava 15. Te mau faahapa raa e rave hia i teie nei faaue raa mana e tuatapapa hia e te mau taata toroa tei faahoreo hia, auaa

noa'tu te huru o to ratou ra toroa, e te mau mutoi atoa hoi e oia 'toa te mau peretiteni apooraa mataeinaa o tei haapao mau hia hoi e na ratou e tia i e e hio maitai i te hopu raa párau.

Irava 16. E vai mana te mau párau papai hia no te faahaparaa e tae roa'e i te tuu raa hia te hoe tapao mau e ite hia'i e e parau haavare roa taua parau faahapa raa ra.

Mai te mea e aita i papai hia te parau faahapa raa e aore ra aita i taa maitai taua parau faahapa raa ra etia noa ia ia haapapu hia taua vahi ra, na roto i te faaroo raa i te parau a te ite.

Irava 17. E rave hia te mau tuatapapa raa no te haava raa e te Auaha ture e aore ra e te taata iho na na te faufaa i ino ; e tia 'toa hoi ia tuatapapa hia te faahapa raa na nia i te ioa o te Tomite ra no te paeau ohipa o te moana, e aore ra e te taata e mau ra i te reira toroa e aore atu á e te feia e mono ia ratou, i te reira rá, e tia ia ia faaite ratou i te huru o te ohipa, e ia faaroo hia hoi ta ratou parau e te Tiripuna.

Irava 18. Te mau tuatapapa raa e rave hia no te haava raa e te faaue raa mana e rave hia ia, mai te mea e te au ra, e te Tiripuna Toretione no Papeete, e aore ra e te mau haava faehau parau.

Irava 19. E faaú hia teie mau utua i muri nei i te feia i faahapa i teie nei faaue raa mana :

§ 1^{er}. Faahapa raa i te irava 12 :

Utua moni 1,000 e tae roa'tu i te 5,000 farane e te utua tapea, mai te avae hoe e tae roa'tu i te ono avae e e haru hia te pahi e te mau taoa tana e faauta, te mau poti e te mau taihaa no te hopu raa párau.

§ 2. Faahapa raa i te irava 13 :

Utua moni : mai te 50 e tae roa'tu i te 1,000 farane, utua tapea : mai te pae e tae roa'tu i te 30 mahana e e haru hia te mau parau.

§ 3. Faahapa raa i te irava 14.

Te mau utua e faaú hia e te Tiripuna no te mau hapa rii haihai.

Irava 20. Mai te mea e ua faahapa faahou, e tia ia ia faaú atu i te utua rahi i te taata i faahapa faahou ra e mai te mea e ua tapiti te faahapa faahou raa e tia ia ia ta tai piti hia te utua.

Irava 21. Eita te maru no te irava 463 no te pue raa ture penare e faaú hia i te faau raa i te mau utua i faataa hia e teie faaue raa mana.

Irava 22. No te haapee roa raa i te mau utua moni e faaú hia e te mau Tiripuna, no te faahapa raa i te mau vahi i faaite hia e teie nei ture, e hio hia ia te mau taata hopu párau e te raatira no taua mau pahi ra.

Irava 23. Te mau taata toroa no te piha tomite raa parau tei haapao hia no te hoo raa, i te mau taoa e te taihaa i haru hia e na ratou atoa e ohi i te moni no te mau utua i faaú hia, no te haamana raa i teie faaue raa mana.

Irava 24. Te moni e noaa no te mau taihaa i hoo hia e to te utua hoi, e riro ia ei faufaa na te afata o te fenua nei, mai te faataa e ra hoi i te tuhaa i haapao hia ei faufaa na te feia toroa i itea hia e ratou te faahapa raa i teie faaue raa mana.

Irava 25. A taa'tu ai te tuhaa e aufau hia 'tu na te mau taata toroa itea hia te faahapa raa, ei taima no te papai raa i te parau faahapa raa ; e aufau hia 'tu a na ratou, te hoe toata (1/4) no roto i te tuhaa moni e noaa i te utua moni e no roto i te moni no te mau taihaa i haru hia.

Irava 26. Ua faaore hia na faaue raa mana no te 31 me 1890 e to te 2 no eperera 1891 e oia'toa te mau faaue raa i rave hia i te fenua nei, no te hopu raa, faaapu raa, uta raa e te hoora párau, i roto i te mau vahi i ore i au i tei faaite hia i teie faaue raa mana.

Irava 27. Te Faatarehau no te mau fenua aihuaraau tei haapao hia no te haamana raa i teie nei faaue raa mana.

Rave hia i Paris te 21 tenuare 1904.

EMILE LOUBET.

Na te Peretiteni o te Repupirita :
Te Faatarehau no te mau Fenua Aihuaraau,
GASTON DOUMERGUE.

ARRÊTÉ désignant les agents chargés de la surveillance de la pêche des nacres.

(Du 27 avril 1904.)

LE GOUVERNEUR p. i. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret du 21 janvier 1904 sur la pêche des nacres dans ses articles 7 § 5, et 15 ;

Vu les développements contenus dans la dépêche ministérielle du 22 janvier 1904 ;

Sur le rapport du Chef du Service Judiciaire et du Chef des Services administratifs ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. La surveillance de la pêche tant à nu qu'au scaphandre est particulièrement exercée, sous l'autorité des Administrateurs des Tuamotu et des Gambier, par les agents spéciaux et par leurs délégués directs qui, sur les lieux de plongée, sont les Présidents des Conseils de district, les adjoints et les mutoi.

Art. 2. L'un de ces agents, au moins, pendant que la pêche à nu ou au scaphandre est ouverte, doit se tenir en permanence sur les lieux de plongée, à l'effet de rechercher et de constater par procès-verbal les infractions au décret du 21 janvier 1904.

Art. 3. Le Chef du Service Judiciaire et le Chef des Services administratifs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera et publié au Journal officiel de la colonie.

Papeete, le 27 avril 1904.

HENRI COR.

Par le Gouverneur :

Le Chef du service Judiciaire,
E. CHARLIER.

Le Chef des Services
Administratifs,
ED. ANDRÉ.

FAAUE raa tei faataa i te feia toro'a i haapao hia ei hiopou i te hopu raa párau.

(27 no eperera 1904.)

TE TAVANA RAHI MONO NO TE MAU FENUA FARANI I OTEANIA,

I te hio raa i te faaue raa mana no te 21 no tenuare 1904 no nia i te hopu raa párau i roto i na irava 7 paratarafa 5, ete 15 ;

I te hio raa i te mau parau faataa raa i vai i roto i te parau a te Faatere hau no te mau fenua aihuaraau no te 22 no tenuare 1904 ;

No nia i te parau a te Raatira no nia iho i te ohipa Haava raa e te Raatira no te mau ohipa a te Hau no te pae moana ;

Ia faaroo hia te Apoo raa a te Hau,

TE FAAUE NEI :

Irava 1. Te haapao papu hia nei te ohipa hiopou raa i te hopu raa párau, mai te hopu raa taata noa e tae noa tu i te hopu raa ta opupu, i raro ae i te faaue raa a te na Tavana hau no Tuamotu e Mangareva e te mau haapao afata a te Hau e to ratou mono

5 mai 1904

JOURNAL OFFICIEL DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

149

mau, i nia i te mau vahi hopu raa, e te peretiteni apoo raa matainaa, te peretiteni tauturu e te mutoi.

Irava 2. Hoe ae te iti raa o teie nei feia toroa, ia tae i te avari raa te hopu raa taata noa e aore ra i te hopu raa ta opupu, te parahi tamau i nia i te mau vahi hopu raa, no te imi raa e te haapapu raa na roto i te papai raa i te parau faahapa raa i te mau faahapa raa i te faaue raa mana no te 21 no tenuare 1904.

Irava 3. Te Raatira no nia iho i te ohipa Haava raa e te Raatira no te mau ohipa a te Hau no te pae moana te haapao, ta taitahi hia, i te haamana raa i teie nei faaue raa, te faaite hia e tomita hia i te mau vahi e au ra e nenei hia i roto i te *Vea a te Hau* o te fenua nei.

Papeete, te 27 no eperera 1904.

HENRI COR.

Na te Tavara rahi:

Te Raatira no nia iho i te ohipa Haava raa,

ohipa Haava raa,

E. CHARLIER.

Te Raatira no te mau ohipa a te Hau no te pae moana,

te Hau no te pae moana,

Ed. ANDRÉ.

ARRÊTÉ suspendant annuellement la pêche des nacres du 1^{er} octobre au 1^{er} février suivant.

(Du 27 avril 1904.)

LE GOUVERNEUR p. i. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu l'article 7, § 1^{er} du décret du 21 janvier 1904 réglementant dans la colonie la pêche des nacres ;

Vu la lettre du 5 février 1904, n° 38, de M. le naturaliste Seurat, chargé du laboratoire des recherches zoologiques de Rikitea, concernant le repos nécessaire aux nacres pendant la saison du frai ;

Sur la proposition du Chef des Services administratifs et l'avis conforme du Chef du Service Judiciaire ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Désormais, et jusqu'à nouvel ordre, la pêche des nacres, aussi bien à nu qu'au scaphandre, est suspendue, pour chaque saison de plonge, depuis le 1^{er} octobre jusqu'au 1^{er} février suivant.

Art. 2. La pêche à nu sera ouverte chaque année du 1^{er} février au 1^{er} octobre, dans tous les lagons ou fractions de lagons désignés par arrêté annuel.

Art. 3. La pêche au scaphandre sera ouverte chaque année depuis le 1^{er} mai jusqu'au 1^{er} octobre dans les lagons ou fractions de lagons où elle sera autorisée à l'avance.

Art. 4. Le Chef du Service Judiciaire et le Chef des Services Administratifs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera et publié au *Journal officiel* de la colonie.

Papeete, le 27 avril 1904.

HENRI COR.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service Judiciaire, Le Chef des Services Administratifs,
E. CHARLIER. Ed. ANDRÉ.

FAAUE RAA *tei opani i te mau matahiti atoa i te hopu raa parau mai te mahana matamua no atopa e tae noa'tu i te mahana matamua no fepuare.*

(No te 27 no eperera 1904.)

TE TAVANA RAHI MONO NO TE MAU FENUA FARANI I OTEANIA,

I te hio raa i te irava 7, paratarafa 1 no te faaue raa mana no

te 21 no tenuare 1904 *tei faature i te hopu raa parau i te fenua nei;*

I te hio raa i te rata no te 5 no fepuare 1904, n° 38, a te taata ite ra o Seurat *tei haapao hia i Rikitea i te ohipa imi raa i te mau peu paari no te fenua e te moana, no te vaiho raa i te parau i te anotau huero raa;*

No nia i te titau raa a te Raatira no te mau ohipa a te Hau no te pae moana e te manao tahoe o te Raatira no nia iho i te ohipa Haava raa;

Ia faaroo hia te Apooraa a te Hau;

TE FAAUE NEI :

Irava 1. Mai teie atu nei mahana, e tae noa'tu i te hoe faaue raa api, te opani hia nei ia te hopu raa parau mai te hopu raa taata noa e tae noa'tu i te hopu raa ta opupu, i roto i te anotau hio raa hio, *mai te mahana matamua no atopa e tae noa'tu i te mahana matamua no fepuare.*

Irava 2. E avari te hopu raa taata noa i te matahiti hoe mai *te mahana matamua no fepuare e tae noa'tu i te mahana matamua no atopa i roto ite mau roto e aore i te mau tuhaa roto i faataa hia e te hoe faaue raa i te mau matahiti atoa.*

Irava 3. E avari te hopu raa ta opupu i te matahiti hoe mai *te mahana matamua no me e tae noa'tu i te mahana matamua no atopa i roto i te mau roto e aore i te mau tuhaa roto tei faatia hia i mua ae i te hopu raa.*

Irava 4. Te Raatira no nia iho i te ohipa Haava raa e te Raatira no te mau ohipa a te Hau no te pae moana *tei haapao taitahi hia i te haamana raa i teie nei faaue raa, te faaite hia e tomita hia i te mau vahi atoa e au ra e nenei hia i roto i te Vea a te Hau o te fenua nei.*

Papeete, te 27 no eperera 1904.

HENRI COR.

No te Tavara Rahi:

Te Raatira no nia iho

i te ohipa Haava raa,

E. CHARLIER.

Te Raatira no te mau

ohipa a te Hau no te pae moana,

Ed. ANDRÉ.

ARRÊTÉ portant modification à l'article 2 de l'arrêté du 23 mars 1904 portant suppression des « lots de ville » aux Iles sous le Vent.

(Du 27 avril 1904.)

LE GOUVERNEUR p. i. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu les lois codifiées des Iles sous le Vent ;

Vu l'arrêté du 23 mars 1904, portant suppression des « lots de ville » aux Iles sous le Vent ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté du 23 mars 1904 est modifié et complété comme suit :

Article 2 (nouveau texte). Le seul fait de cette déclaration « oblige les occupants à payer au propriétaire dépossédé une indemnité représentant uniquement la valeur de la nue-propriété » et qui sera déterminée par l'Administrateur à dire de trois experts nommés, savoir : l'un par le propriétaire, le 2^e par l'occupant et le 3^e par l'Administration, laquelle délègue spécialement à cet effet, l'agent ou sous-agent spécial de la circonscription.

« Ces experts dresseront procès-verbal de leur opération.

« La décision ainsi prise ne pourra être l'objet d'aucun recours.
 « Les frais de l'expertise seront supportés par l'acquéreur.
 « Dans le cas où l'une des parties, pour un motif quelconque, n'aurait pas désigné un expert dans le mois de la notification de la déclaration prévue par l'article 1^{er}, il serait pourvu d'office à cette nomination par décision de l'Administrateur. »

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 avril 1904.

HENRI COR.

FAAUE RAA *tei faahurue i te irava piti no te faaue raa no te 23 mati 1904 o tei faaore i te mau fenua taura oire, i te mau fenua i raro.*

(No te 27 eperera 1904.)

TE TAVANA RAHI MONO NO TE MAU FENUA FARANI I OTEANIA,

I te hio raa i te faaue raa mana no te 28 titema 1885 no te faa tere raa i te Hau i te fenua nei;

I te hio raa i te pue raa ture no te mau Fenua i raro;

I te hio raa i te faaue raa no te fenua nei, no te 23 mati 1904 o tei faaore i te mau taura oire i te mau Fenua i raro;

Ia faaroq hia te parau a te Apooraa a te Tavana Rahi.

TE FAAUE NEI:

Irava 1. Ua faaapi hia e ua faarayai hia te irava 2, no te faaue raa no te 23 mati 1904 mai teie i muri nei:

« Irava 2 (faaapi hia). Ua faaite anae hia te reira faaite raa e « afaui ia te taata i mau i te fenua, na te fatu mau i faaere hia, « i te hoe moni taime no te hoo anae mau ra o te fenua e te faataa « hia e te Tavana Hau no nia i te faaite raa a na taata hiopoa e « toru e o te maiti hia, te hoe e te fatu fenua iho, te piti ra e te « faata paraui i nia i te fenua e te toru ra e te Hau iho o te mono « hia e te taata haapao faufaa a te Hau e aore ra e te taata iraro « ae ia'na, no te reira tuhaa.

« E papai taua mau hiopoa ra i te hoe parau faaite raa i te « huru o ta ratou ra ohipa.

« E ore roa e tia ia horo hia i tei faaoti hia e taua mau hiopoa « ra.

« Na te taata e hoo mai i te fenua e afaui i te mau taime no te « hiopoa raa i te fenua. »

Mai te mea e ua mairi hoe avae, mai te mahana mai a, a faaite hia i te parau i faataa hia i te irava 1^{er} i nia nei, aita te hoe o na taata parau i maiti i te hoe taata hiopoa no na auaa noa'ru te tumu i na reira i oia.

Na te Tavana Hau ia e faaue e ia maiti hia te hoe taata hiopoa.

Irava 2. No te haamana raa, e faaite hia, e tomite hia e e poro hia teie nei faaue raa i te mau vahi e au.

Papeete, le 27 eperera 1904.

HENRI COR.

ARRÊTÉ déterminant le mode des concessions de terre aux Iles-Sous-le-Vent.

(Du 27 avril 1904.)

LE GOUVERNEUR p. i. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie;

Vu l'article 9 de l'arrêté du 22 décembre 1898, modifiant les lois codifiées des Iles-Sous-le-Vent, en ce qui concerne les déclarations de propriétés;

Vu l'attribution au Domaine d'un certain nombre de terres, par application de la disposition relatée ci-dessus;
 Le Conseil d'administration et le Conseil privé entendus,

ARRÊTE:

Art. 1^{er}. Les terres sises aux Iles-Sous-le-Vent et faisant partie du domaine privé de la colonie, dont les plans sont déposés à la Résidence à Raiatea et au service des Travaux publics à Papeete à la disposition des intéressés, sont, au profit des citoyens et sujets français, aliénés par vente ou échange, ou concédées.

Art. 2. Les ventes ont lieu de la façon suivante:

Lorsque se produit une offre d'achat, si le prix est jugé sérieux, la terre est mise en vente aux enchères publiques dans les trois mois, en prenant pour prix de base celui qui a été proposé. A défaut de conditions plus avantageuses, il est traité de gré à gré avec le premier offrand.

Art. 3. Les échanges portent principalement sur les parcelles de trop petite étendue pour faire l'objet d'une exploitation indépendante. Elles ont pour but de permettre un meilleur groupement des terres de la colonie. Elles ont lieu, autant que possible, par voie d'entente avec les propriétaires des héritages voisins.

Art. 4. Les concessions ont pour but de faciliter l'établissement des colons ne possédant pas le capital voulu pour faire l'acquisition d'un domaine au comptant, tout en disposant cependant de ressources suffisantes pour le mettre en valeur en mettant au service de l'exploitation leur travail personnel ou, au moins, une direction entendue.

Ces concessions sont accordées par décision du Gouverneur aux clauses et conditions indiquées dans les articles suivants:

Art. 5. Le demandeur doit posséder un capital de 300 francs par hectare de terre en plaine, en friche ou cultivée, pour les 10 premiers hectares et 200 francs pour chaque hectare au-delà de 10.

Il devra joindre à sa requête un certificat de bonnes vie et mœurs et un extrait du casier judiciaire.

Le capital exigé devra être déposé à la Caisse agricole d'où il ne pourra être retiré que par douzième tous les deux mois. Il portera intérêt à deux pour cent l'an.

Toutefois, l'Administration pourra accorder par anticipation et sur rapport motivé de l'Administrateur, des remboursements plus importants et qui ne porteront, sur justifications produites par le concessionnaire, que sur les améliorations à faire à la concession.

Une rente viagère capitalisée par six pourrait être admise en remplacement du capital, sans toutefois pouvoir le représenter dans une proportion de plus des trois quarts.

La valeur d'un troupeau appartenant au demandeur et qu'il prendrait l'engagement de mettre sur la concession, le rendant ainsi immeuble par destination, pourrait aussi tenir lieu d'une partie du capital, de même que la possession d'instruments aratoires, matériaux nécessaires à l'exploitation de la concession ou à la construction d'une maison d'habitation sur le terrain concédé.

Art. 6. Les terrains sont concédés aux prix suivants par hectare:

1^o 80 francs les terres cultivées;

2^o 50 francs les terres en friche.

Les terrains de montagne ou marécageux compris dans un lot sont concédés à titre gratuit.

Art. 7. Les concessions sont accordées pour cinq années, à charge de les mettre en exploitation pendant ce laps de temps. Le concessionnaire devra se libérer de ses obligations pécuniaires également dans les cinq ans qui suivront sa prise effective de possession par paiements échelonnés comme ci-après:

1^o Un cinquième de la somme totale à la fin de la deuxième année.

- 2° Deux cinquièmes à la fin de la quatrième année;
 3° Deux cinquièmes à l'expiration de la cinquième année.

Alors seulement, il lui sera remis un titre définitif de propriété, si toutefois il a fait, en ce qui concerne les neuf dixièmes des terrains concédés (non compris les terrains de montagne ou marécageux) des cultures présentant un caractère de durée, telles que :

- Plantations de cotonniers;
- de cocotiers;
- de caoutchoutiers;
- de caféiers;
- de cacaoyers;
- de vanille;
- de pâturages, etc.

La cessation du paiement de la redevance, non justifiée, pendant deux années consécutives, entraînera de plein droit la révocation de la concession dans les conditions spécifiées à l'article suivant.

Art. 8. Si, à l'expiration de la cinquième année, le concessionnaire n'a pas acquitté en totalité sa redevance ou n'a pas mis en exploitation son terrain dans les conditions prévues à l'article précédent, il pourra être déchu de plein droit de sa concession sans qu'il puisse réclamer d'indemnité pour la plus-value qu'il lui aura donnée, ni aucun remboursement pour les versements effectués à titre de redevance.

Il aura toutefois le droit d'enlever les animaux, instruments aratoires, matériaux de construction, etc., apportés avec lui, à l'exception des barrières de clôture, et de récolter le produit de ses plantations pendant un délai de six mois.

Art. 9. La mise en valeur de la concession sera constatée, préalablement à la délivrance du titre de propriété, par deux experts nommés, l'un, par l'Administrateur, l'autre par le concessionnaire.

En cas de désaccord les experts s'adjoindront un troisième expert; s'ils ne s'accordent pas sur son choix, celui-là sera nommé par le Gouverneur, à la requête de la partie la plus diligente. Les décisions des experts seront prises à la majorité des voix. Dans le cas de désaccord des trois experts entre eux, l'Administrateur prononcera lui-même sur le vu du procès-verbal d'expertise.

Les frais de cette expertise seront à la charge du concessionnaire.

Art. 10. En cas de décès de ce dernier, ses héritiers ou légataires pourront, dans le délai d'un an, faire connaître leur intention de continuer la concession. Ils succéderont alors, *de plano*, aux droits et obligations de leur auteur.

Dans le cas contraire, ils seront considérés comme ayant renoncé au bénéfice de la concession, qui fera retour au Domaine dans les conditions indiquées à l'article 8.

Aucun transfert de la concession ne pourra être effectué sans autorisation du Gouverneur.

Art. 11. Pour l'exécution des conditions insérées au présent arrêté, le concessionnaire sera tenu d'élire domicile à Uturoa (Raïatea).

Cette élection de domicile sera faite dans l'acte de concession provisoire.

Tous les droits, frais et honoraires auxquels donneront ouverture les actes de concession temporaire ou définitive, seront supportés par le concessionnaire.

Art. 12. Dans le cas où plusieurs demandes seraient déposées pour un même lot par plusieurs colons réunissant les conditions exigées, la préférence sera accordée à la première en date, à moins que l'Administration ne juge préférable d'accueillir une demande postérieure en raison de garanties spéciales de moralité ou autres.

Art. 13. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié au *Journal officiel* de la colonie.

Papeete, le 27 avril 1904.

HENRI COR.

FAAUE RAA no te faataaraa i te mau vahi e au no te hoo-haereraa atu i te mau tuhaa fenua a te Hau i te mau fenua i raro.

(No te 27 no opepera 1904.)

TE TAVANA RAHI MONO NO TE MAU FENUA FARANI I OTEANIA,

I te hioraa i te faaueraa mana no te 28 no titema 1885 no nia i te faatereraa i te Hau;

I te hioraa i te irava 9 no te faaueraa no te 22 no titema 1898, o tei faaapi i te mau ture no te mau fenua i raro, no nia i te mau tomiteraa fenua;

I te hioraa hoi i te faarioraahia te Hau ei fatu no te vetaitahi mau tuhaa fenua, na nia i te mau vahi i faataahia i nia nei;

Ia faarohia te Apooraa a te Hau e te Apooraa faatere Hau,

TE FAAUE NEI :

Irava 1. Te mau tuhaa fenua e vai i te mau fenua i raro, tei riro ei faufaa mau na te Hau o te fenua nei, tei vaihohia te mau hohoa i te fare toroa o te Tavanahau i Raïatea e i te fare toroa o te Raatira no te mau ohipa purumu i Papeete e o te faaitchia atu i te feia i hinaaro i te hio, e horohia atu ia, i te feia farani mau e e i te feia i riro ei utaa na te Hau farani, na roto i te hoo-moni e aore ia i te tau e aore ia na roto i te hoo-tarahu.

Irava 2. Mai teie i muri nei te huru o te mau hoora.

Ia faataehia mai te hoe aniraa no te hoora, ia hiohia e te au ra te hoo i faaahia mai, e tuuhia ia te tuhaa fenua i nia i te hoo-pate-raa i roto i na avae e toru, mai te faaairo atu i te hoo i faaahia mai ra ei haamataraa.

Ia ore ia noaa mai te hoe hoo hau atu, e faaau-tia-noa-hia ia i tei tuu mai i te hoo matamua ra.

Irava 3. E mea huru au a'e te tauiraa i te mau tuhaa rii huru haihai te ore e au no te hoe raveraa ohipa. E riro ia ei ravea maitai no te haaputuputuraa i te mau tuhaa fenua. E ravehia ia na roto i te faaau-haere-raa atu i te mau fatu no te mau fenua i piri haere mai.

Irava 4. Ua faataahia te hoo-tarahu-raa no te faaohieraa i te parahiraa o te feia faaapu tei ore i noaa ia ratou te faufaa e au no te hoo-tia-raa mai i te hoe fenua e o tei noaa ra hoi ia ratou ra te mau ravea atoa e au no te haamaitairaa i taua tuhaa fenua ra, na roto i ta ratou iho ra ohipa, e aore ia, na roto i te hoe faatereraa paari.

E faaitahia taua mau hoo-tarahu-raa ra na roto i te hoe faataaraa a te Tavana rahi e mai te au i te mau vahi i faaitchia na roto i te mau irava i muri nei :

Irava 5. Ia au te faufaa a tei ani mai i te 300 farane i te ta hoe i te fenua papu, tei faaapuhia, e tei ore i faaapuhia, e tae noa atu i te ahururaa o te ta, e i te 200 farane no te ta hoe i hau atu i te ahuru.

Ia faatae mai oia i tana aniraa ra, e tuati atoa mai ia oia i e hoe parau faaite no te haapaoraa e te peu maitatai e te hoe parau faaiferaa i te mau utua.

Ia vaihohia te faufaa i titauhia ra i te Afata faaapu e tia ai e ia iritihia mai ra, e na nia noa ia i te hoe ahuru e ma pitiraa o te tuhaa i te mau piti avae atoa. E faananeahia taua faufaa ra i te taima na nia i te piti i te hanere i te matahiti hoe.

E tia ra hoi i te Hau i te faatia, ia faataehia mai te hoe parau aniraa au maitai na te Tavanahau; ia rahi atu a te tuhaa e faa-

hoihia atu ia faataa papu mai ra te taata i rave i te fenua e e haamauahia taua moni ra no te haamaitairaa i te tuhāa fenua i hoo-tarahu-hia ra.

E farii-atoa-hia te hoe tuhāa moni taite o te faarahihia i te ono ei mono i te faufaa i titauhia ra, eiaha rā taua faufaa mono ra ia hau atu i te toru toata no te faufaa i titauhia ra.

E tia atoa i tei ani mai ia tuu mai i te hoe taura puatoro i nia i te fenua i hoo-tarahu-hia ra, ma te faariro atu i te reira ei faufaa taatihia i te fenua, ei mono i te hoe vahi no te faufaa i titauhia ra; oia atoa te mau mauhaa faaapu e te mau taoa atoa e au no te haamaitairaa e, aore ia no te faatiraa i te hoe utuafare i nia iho i te fenua i hoo-tarahu-hia ra.

Irava 6. E hoo-tarahu-hia te mau tuhāa fenua na nia i te taime i faaitehia i muri nei no te ta hoe :

1° 80 farane no te fenua faaapuhia;

2° 50 farane no te fenua faaapu-ore-hia.

Te mau vahi moua e te vari i roto i te hoe tuhāa fenua ra, e horoa-noa-hia ia mai te taime ore.

Irava 7. E pae matahiti te maororaa o te tau i faaauhia no te hoo-tarahu-raa i te mau tuhāa fenua e ia haamaitahia hoi i roto i taua taime ra. E haapee atoa hoi te taata i hoo mai ra i tana tarahu i roto i na matahiti e pae mai te anotau i rave hua atu ai oia i te fenua e na roto i te mau aufauraa i faaarea-hāere-hia mai teie i muri nei :

1° E vahihia te tarahu i roto i na tuhāa e pae, e aufau hoe tuhāa ia tae i te hopea o te piti o te matahiti;

2° E piti tuhāa i te hopea o te maha o te matahiti;

3° E e piti tuhāa ia hope te pae o te matahiti.

Ei reira ra e horoahia atu ai te hoe parau tapao no tona riroraa ei fatu e mai te mea e ua faaapuhia te rahiraa o te fenua i hoo-tarahu-hia (mai te taio-ore-hia te mau vahi moua e te mau vahi vari) i te faaapu vairaa maoro mai teie te huru :

Te aua faaamuraa puatoro;

Te vavai;

Te raau uaua;

Te taofe;

Te tōtōra;

Te vanira, etc.

Ia ore noa atu ia pee te vahi e au ia aufau i roto i na matahiti e piti ra, maori rā e ei tumu mau i ore i pee ai, e haaparāhina ia te parau faaau mai te au i te mau vahi i faataahia i roto i te irava i muri nei.

Irava 8. Ia hope te pae o te matahiti ra, ia ore te taata tarahu ia haapee roa i te taatoaraa o tana tarahu e aore ia aore oia i faaapu i tona fenua mai tei faaitehia i te irava i muanei, eriro ia oia i te faaere-roa-hia i tona fenua e mai te tia ore hoi iana ia titau i te hoe taime no te haamaitairaa oia i te fenua e oia atoa te faahoiraa i te mau taime i'pee no roto i te tarahu.

E tia rā hoi iana ia iriti atu i tana mau puaa, te mau mauhaa faaapu, te mau mea atoa e au no te faatiraa i te fare, etc., tana i afai mai, eiaha rā te mau aua, e ia rave atoa i te maa no tana mau faaapu i roto i na avae e ono.

Irava 9. Hou ae a horoahia atu ai te parau tapao no te riroraa ei fatu ra, e hiopoahia ia te mau haamaitairaa i ravehia i nia iho i te fenua i hoo-tarahu-hia ra e na taata paari e piti te maitihia, na te Tavanahau te hoe e maiti e na te taata fenua te tahi.

Ia ore noa atu ia au ta raua ra parau, e maiti ia na taata paari i te tahi atu ā ia toru ratou; e ia ore hoi ia au ta raua parau no nia i te imiraa i te toru o te taata ra, na te Tavana rahi ia e maiti na nia i te aniraa i tae oioi mai. E faaotihia te ohipa a na taata paari na nia i te rahiraa o te mau reo. Ia ore ā hoi ia au te

parau a na taata paari e toru ra, na te Tavanahau iho ia e faaoti na nia i te hioraa i te parau i papaihia e na taata paari.

Na te taata fenua e aufau te mau taime no taua hiopoaraa ra.

Irava 10. Ia pohe noa atu te taata i rave i te fenua ra, e tia noa i tana huaai e aore ra i tei mono mai iana na roto i te tutuu, ia faaite i roto i te matahiti hoe i to ratou hinaaro i te tapea i te fenua e na ratou e haapee te tarahu. E mono noa mai ia ratou i te mau tiaraa e i te mau utua a te ratou ra metua.

Ia ore rā ratou ia farii i taua fenua ra, e faarirohia ia ratou mai te mea ra e ua faarue ratou i te mau faufaa no roto i taua fenua ra o te hoi faahou i roto i te rima o te Hau mai te au i te mau vahi i faaitehia i te irava 8 ra.

Irava 11. E ore roa e tia ia tuu atu i te fenua no te tahi ē ia ore ia faaitehia e te Tavana rahi.

Irava 12. No te haapaoraa i te mau vahi i faaitehia na roto i teie nei faaueraa ra e faatia ia tei rave tarahu i te fenua i tona nohoraa i Uturoa (Raiatea).

E faaitehia taua nohoraa ra i roto i te parau faaau matamua.

Na tei rave tarahu anae i te fenua e aufau te taatoaraa o te mau taime no te parau faaau matamua e oia atoa to te parau hopea.

Irava 13. Ia rahi noa atu te aniraa i faataehia mai e te feia faaapu no nia i te tuhāa fenua hoe e ia au taua mau aniraa ra i te mau vahi i titauhia ra, e na muahia na ia te mea tahito ae; e tia noa rā hoi i te Hau ia farii i te hoe aniraa no muri mai no te hioraa-hia te haapaoraa maitai a tei ani mai ra e aore ra no te tahi atu ā mau tumu.

Irava 14. E faataehia teie nei faaueraa i te vahi e au no te haamanaraa iana, e tomitehia e e porohia na roto i te *Vea a te Hau* o te fenua nei.

Papeete, te 27 no eperera 1904.

HENRI COR.

ARRÊTÉ *prescrivant aux conducteurs de voitures de se ranger à la droite de la route à la rencontre de tout véhicule.*

(Du 27 avril 1904.)

LE GOUVERNEUR *p. i.* DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie;

Vu l'article 475, § 3, du Code pénal;

Vu l'article 1^{er} de l'arrêté local du 7 mars 1870;

Considérant qu'il importe de déterminer les règles à observer par les conducteurs de véhicules en cas de rencontre sur les voies publiques;

Sur la proposition du Chef du service Judiciaire;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTÉ :

Art. 1^{er}. Tout conducteur d'un véhicule quelconque doit se ranger à sa droite à l'approche de tout autre véhicule, de manière à lui laisser libre au moins la moitié de la chaussée.

Art. 2. Les contraventions au présent arrêté seront punies d'une amende de six à dix francs, sans préjudice de peines plus graves ou de dommages-intérêts envers les parties lésées en cas d'accident.

Art. 3. Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 avril 1904.

HENRI COR.

Par le Gouverneur :
Le Chef du Service Judiciaire,
E. CHARLIER.

FAAUE RAA o tei faataa i te parau no te mau taata faahoro pereoo no te faatea raa i te pae atau o te purumu ia tae i te farerei raa i te mau huru faurao atoa.

(No te 27 no eperera 1904.)

TE TAVANA RAHI MONO NOA NO TE MAU FENUA FARANI I OTEANIA,

I te hio raa i te faue raa mana no te 28 no titema 1885 no te faatere raa hau o te fenua nei;

I te hio raa i te irava 475 paratarafa 3, no te Pue raa ture Penale;

I te hio raa i te irava 1 o te faue raa o te fenua nei no te 7 no mati 1870;

No te hio raa e, e e-au mau ia faataa hia te mau vahi e au ia haapao hia e te mau taata faahoro pereoo e te vetahi atu a mau huru faurao ia tae i te farerei raa i nia i te mau purumu a te Hau;

I nia i te ani raa o te Raatira i nia iho i te mau ohipa no te Haava raa;

Ia faaroo hia te Apoo raa a te Hau,

TE FAAUE NEI :

Irava 1. Te taata'oa e faahoro i te hoe pereoo e tetahi atu a faurao e a'e, e tãpiri'ia oia i to'na pae atau i te fatata raa mai tetahi pereoo e a'e, ia vai atea noa ia'na te afa tia o te purumu o te iti raa.

Irava 2. Te feia e faahapa i teie nei faue raa e faautua hia ia i te utua moni mai te ono e tae noa'itu i te ahuru aore farane, a taa'e noa'itu ai te hoe mau utua rarahi a'e e aore ra te vetahi atu a mau taima te aufau hia na te feia i ati no nia i to ratou hapa raa.

Irava 3. Ua haapao hia te Raatira i nia iho i te mau ohipa haavaraa ei haamana i teie nei faue raa e te faate hia e tomite hia i te mau vahi atoa e au ra.

Papeete, te 27 no eperera 1904.

HENRI COR.

Na te, Tavana rahi :

Te Raatira i nia iho

i te mau ohipa Haava raa,

E. CHARLIER.

ARRÊTÉ modifiant le libellé de la 2^e classe des patentes fixes de commerce.

(Du 27 avril 1904.)

LE GOUVERNEUR p. i. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie;

Vu le décret du 19 mai 1903 portant suppression du Conseil général de Tahiti et Moorea et création d'un Conseil d'Administration des Etablissements français de l'Océanie;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des Contributions directes;

Vu le décret du 5 mai 1896 approuvant une délibération du Conseil général des Etablissements français de l'Océanie sur les patentes fixes de commerce;

Vu l'arrêté du 26 novembre 1903 rendant exécutoire le tarif des taxes à percevoir pendant l'année 1904;

Vu le décret du 21 janvier 1904 réglementant la vente des boissons alcooliques à Tahiti et Moorea;

Vu l'avis émis par le Conseil d'Administration dans sa séance du 25 avril 1904;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Est modifié ainsi qu'il suit le libellé de la 2^e classe des patentes fixes du commerce établies par le décret susvisé du 5 mai 1896 :

« 2^e classe : Négociants vendant en gros et en détail, le détail ne s'étendant pas aux liquides, exerçant dans les districts de Tahiti

« et Moorea, et ne vendant que des boissons d'alimentation, vin, « cidre ou bière. 675 fr.

« Le gros comporte au moins une bouteille et les boissons ne « pourront être consommées sur place. »

« Les mêmes, établis dans la Colonie partout ailleurs qu'à « Tahiti et Moorea et vendant, sauf les prohibitions spéciales prévues par les décrets et arrêtés en vigueur dans les Etablissements secondaires de la colonie, partout où il n'existe pas de « débit de boissons, le rhum à la bouteille ainsi que les autres « liquides alcooliques. 675 fr.

« Le gros comporte au moins une bouteille pour les liquides « d'importation autres que les rhums. Pour ces derniers, comme « pour tous les liquides alcooliques de fabrication locale, le gros « comporte au moins 12 bouteilles. »

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 avril 1904.

HENRI COR.

MUTATIONS, NOMINATIONS, MOUVEMENTS

Le Gouverneur est heureux de porter à la connaissance de la population l'acte de probité de l'indigène Tuairau a Marama qui a remis à l'intéressé un portemonnaie contenant 65 francs (argent français) perdu par une personne de la Zélée.

Ua poupou te Tavana Rahi i te faate raa i te taata'oa i te ohipa maitai e te tia i rave hia e te taata ra o Tuairau a Marama o tei faahoi atu i te hoe taata no Zélée i te hoe pute moni, e 65 farane moni farani to roto, tei mairi ia'na.

Par dépêche du 6 février dernier, M. le Ministre des Colonies a avisé l'Administration qu'il avait décerné une médaille de 2^e classe, en argent, au chef indigène Katu, de l'île Hivaoa (Marquises).

PARTIE NON OFFICIELLE

COMMUNICATIONS DIVERSES

Elections Municipales.

Scrutin du 1^{er} mai 1904.

RENOUVELLEMENT DU CONSEIL MUNICIPAL.

15 Conseillers à élire.

Electeurs inscrits.....	509
Votants.....	277
Bulletins blancs ou nuls....	9
Suffrages exprimés.....	268
Majorité absolue.....	135

Ont obtenu :

MM.	
Cardella... 266 voix élu.	
Raoulx.... 265 — —	
Coulon.... 264 — —	
Millaud... 263 — —	
Laguesse... 263 — —	
Martin P... 261 — —	
Fradet.... 261 — —	
Lepage... 260 — —	
Grand.... 260 — —	
Hérault... 259 — —	
Laharrague 259 — —	
Georjay... 258 — —	
Gaudin... 257 — —	
Auméranc... 254 — —	
Bonnet.... 254 — —	

Maiti raa no te Apooraa oire.

Maiti raa no te 1 no me 1904.

FAAAPI ROA RAA I TE APOORAA OIRE.

15 Taata e maiti hia.

Feia maiti hia i papai hia i roto i te puta.....	509
Te feia i maiti.....	277
Titetiuouo e aore faufaa ore	9
Te reo i maiti mau.....	268
Te afa tia e hoe reo i hau..	135

Ua noaa ia :

MM.	
Cardella... 266 reo MAITI HIA.	
Raoulx.... 265 — —	
Coulon.... 264 — —	
Millaud... 263 — —	
Laguesse... 263 — —	
Martin... 261 — —	
Fradet.... 261 — —	
Lepage... 260 — —	
Grand.... 260 — —	
Hérault... 259 — —	
Laharrague 259 — —	
Georjay... 258 — —	
Gaudin... 257 — —	
Auméranc... 254 — —	
Bonnet... 254 — —	

INSTRUCTION PUBLIQUE

Bourses d'Enseignement primaire supérieur.

Conformément à la décision du 27 janvier 1904, insérée au *Journal officiel* du 28 suivant, l'examen des candidats aux bourses aura lieu le mardi 24 mai prochain, à 8 heures du matin, à l'école primaire supérieure de Papeete.

Les parents ou tuteurs des candidats doivent les faire inscrire au Gouvernement ou à l'école primaire supérieure, en joignant à la demande d'inscription :

1° L'acte de naissance ou carte d'identité de l'enfant ;
2° Un certificat du chef de l'établissement où il a fait ses études faisant connaître sa conduite et son assiduité ;

3° Un état nominatif des frères et sœurs du candidat, certifié exact par le Maire ou le Président du conseil de district, indiquant l'âge, le sexe, et, s'il y a lieu, la profession de chacun d'eux, ainsi que les ressources de la famille ;

4° Une déclaration signée par le candidat et par son père ou tuteur, s'engageant solidairement d'une part, à rembourser les frais occasionnés par le boursier, si celui-ci quitte l'école ou en est exclu avant l'expiration de sa bourse, à moins de remise accordée par le Gouverneur, et d'autre part à verser mensuellement et d'avance le complément de fraction de bourse, s'il y a lieu, entre les mains du Directeur de l'école.

Les candidats doivent être âgés de 12 ans au moins et de 15 ans au plus, au 1^{er} août de l'année pendant laquelle ils se présentent.

Ce maximum est augmenté d'un an pour entrer en seconde année, de deux ans pour entrer en troisième année et de trois ans pour la section normale.

Le nombre des bourses à concéder en 1904 est déterminé comme suit :

Tahiti et Moorea.

Tahiti et Moorea : 5 fractions de bourse de 600 fr. chacune pour une durée de 3 ans.

Marquises : 1 fraction de bourse de 600 f. pour une durée de 3 ans.

Tuamotu : 1 id. 3 ans.

id. id. 2 ans.

Les conditions de l'examen sont indiquées par l'article 13 de l'arrêté du 16 janvier 1901.

Les personnes qui désireraient de plus amples renseignements sont priées de s'adresser à l'Inspecteur primaire ou au Directeur de l'Ecole primaire supérieure.

N.-B. — Les fractions de 3/4 de bourse seront transformées en bourses entières lorsque les parents des élèves, appelés à en bénéficier, auront justifié qu'ils se trouvent dans l'impossibilité de supporter le paiement du quatrième quart (arrêté du 31 mars 1904).

AVIS

Il est rappelé au public qu'une prime de *deux francs* est allouée à toute personne présentant au Président de la Chambre d'Agriculture une paire de pattes d'épervier et que la destruction de ces oiseaux de proie est autorisée, même au moyen d'armes à feu.

Le Président de la Chambre d'Agriculture,
H. LANGOMAZINO.

AVIS

La Chambre d'Agriculture ayant besoin d'une centaine de merles des Moluques, il sera donné une prime de *deux francs* par paires de ces oiseaux qui seront remises à son Secrétaire-rédacteur, M. G. Malardé.

Le Président de la Chambre d'Agriculture,
H. LANGOMAZINO.

CAISSE AGRICOLE**AVIS**

Le public est prévenu que l'arrêté du 23 mars 1904 ne concerne en aucune façon les bons de la Caisse Agricole et que ces bons continuent à avoir cours légal dans la colonie, conformément à l'arrêté du 23 décembre 1901.

AVIS

Le public est informé que les fonds dont disposait la Caisse Agricole étant placés, les prêts de toute nature que pourra accorder cet Établissement sont provisoirement limités pour chacun à une valeur de *mille francs*.

Le Secrétaire-trésorier de la Caisse agricole,
LOUIS.

ANNONCES

Étude de M^e G. VINCENT, Notaire à Papeete (Tahiti).

Le LUNDI 20 JUIN 1904, à 2 heures de l'après-midi, il sera procédé en l'étude et par le ministère du M^e G. Vincent, notaire à Papeete, à la vente par adjudication publique

D'UN IMMEUBLE

situé à Papeete

à l'angle formé par la rue Bougainville
et le quai de la Manutention

occupé précédemment par l'hôtel du Louvre et comprenant :

1° Une parcelle de terre de 13 ares 27 centiares, mesurant 25 m. 20 en bordure sur le quai, 16 m. 70 du côté opposé ; 62 m. 65 sur la rue Bougainville et 63 m. 65 du côté opposé où elle est séparée de la Manutention par un mur en pierre ;

2° Une maison en bois ayant au rez-de-chaussée deux grandes chambres séparées par un vestibule ; cinq chambres et un cabinet au premier étage.

Entrée en jouissance de suite.

Mise à prix : *vingt mille francs*, ci 20,000 francs

Grandes facilités de paiement.

Pour renseignements, s'adresser soit à M. le Secrétaire-Trésorier de la Caisse agricole, soit audit M^e Vincent, rédacteur et dépositaire du cahier des charges.

19

"Union Steam Ship Company"

expédiera—

LE VAPEUR "TAVIUNI"

Pour Raiatea, Rarotonga et Auckland, transbordant pour Sydney et tous ports de Nouvelle-Zélande —

Vendredi, 29 avril 1904.

MAXWELL CIE.
Gérant,

Quai du Commerce